On a prétendu aussi que le prix du contrôle des utilités publiques par la collectivité constituait un impôt prohibitif sur les industries situées dans l'Etat. Les rapports de la Commission du Wisconsin démontrent qu'une dépense annuelle de \$100,000 a permis aux consommateurs d'économiser une somme de \$2,000,000 par année, c'est-à-dire, qu'un déboursé initial de \$1.00 a rapporté \$20.00, grâce aux économies réalisées dans l'exploitation des installations; ceci ne comprend pas les améliorations apportées dans le service de toutes les compagnies, et qu'il serait difficile d'évaluer en dollars.

D'un autre côté, voici comment s'exprimait, il y a quelques temps, (1) le vice-président d'une importante société d'ingénieurs constructeurs et administrateurs: "Les résultats de la réglementation par l'Etat sont plutôt alarmants; nous voyons en effet des concessions évaluées lorsqu'il s'agit d'imposition de taxes et mises de côté lorsqu'il est question de tarification, les cahiers des charges fixant les prix de services, stipulant les obligations, limitant les concessions, et définissant les engagements entre des municipalités et des compagnies, rejetés comme sans importance; des évaluations servant de base à des tarifs où sont mis de côté une partie des frais de premier établissement; le taux de la rémunération fixé à 6½ p.c. en partant d'évaluations arbitraires; le prix de vente des titres placé si haut que la vente en devient impossible et que les compagnies se trouvent embarrassées."

"D'après l'interprétation actuelle des lois des commissions, les commissaires sont plus puissants que César, et peuvent créer ou détruire des millions d'un seul geste; heureusement que, grâce à la composition de ces commissions, il n'y a pas encore eu, jusqu'à date d'abus de pouvoir."

Quoi qu'il en soit, les compagnies exploitant des services publics n'ont pas tardé à se rendre compte de la situation nouvelle qui leur était faite: elles se sont appliquées à découvrir des méthodes pour faire face au danger qui les menaçait, et, dans ce but, une douzaine de syndicats de capitalistes se sont réunis pour lutter en commun contre les collectivités. Ces syndicats consentent à dépenser des sommes considérables, même dans des causes de petite importance, dans le but d'obtenir des commissions et des tribunaux, avant qu'il soit trop tard, la sanction de leurs théories sur la valeur d'entreprise

(1) *The tendency of the times*, par J. H. Pardee, vice-président des J. G. White Companies, présenté au *New-York Electric Railway Association*.